

# L'EDITO

**Béatrice Delvaux**

ÉDITORIALISTE EN CHEF

## LES UNS CONTRE LES AUTRES

**B**loc contre bloc. Un jour plus tard et toujours nulle part. Pire en fait : plus radicalisés, plus divisés, plus opposés que jamais. A ceux - les syndicats - qui demandent un changement de cap, les autres - le gouvernement - répondent : « Au travail ». Pas de dialogue en vue, seulement un dialogue de sourds qui tient dès lors à ce stade du jeu de dupes : aux uns - les syndicats - qui disent « il faut négocier », les autres - le gouvernement - répondent « on est prêts à négocier ». Résultat : rien, ou plutôt la généralisation d'un mécontentement éparé qui se rassemble peu à peu sous la bannière commune « contre le gouvernement », avec en cible centrale et symbolique, Charles Michel. Une grève dominée par les francophones, qui veut faire tomber le gouvernement d'un Premier ministre francophone, c'est du rarement vu dans ce pays. A cette heure, ce n'est pas le retour à la normale qui est en vue, mais la persistance du chaos : les trains toujours à l'arrêt, le TEC qui débraye, les magistrats qui y vont de leur action.

Difficile d'imaginer que le pays, abasourdi et pas loin désormais de la crise de nerfs, puisse endurer longtemps ce face-à-face gouvernement-syndicats, sans perspective de pacification.

Mais voilà : qui va craquer le premier ? Plus l'affrontement dure et se durcit, plus il rend difficile à chacun de sortir de sa posture. Par peur pour les syndicats de perdre pour longtemps le combat qu'ils ont entamé, forcés de retourner « à la niche ». Par peur pour le gouvernement d'apparaître comme de faibles gouvernants qui finissent, comme tous les autres, par lâcher du lest.

**Plus l'affrontement dure, plus il rend difficile à chacun de sortir de sa posture**

On peut imaginer que la N-VA, qui a fait de l'idée de « tenir bon » le leitmotiv de sa position depuis plusieurs jours face à ces mouvements « socialistes », ne laissera pas facilement un des membres de la coalition enfreindre sa règle. D'autant que ce serait pour servir ce que certains tentent de présenter surtout comme les caprices du sud du pays.

C'en est au point où on a peine à imaginer que le Premier ministre Charles Michel ouvre sa porte aux dirigeants syndicaux, pour une première reprise de contact physique visible - cela passe toujours par là -, avec sur la table un calendrier de rencontres

intensives, par thème, secteur, ou toute autre méthode favorisant les échanges de paroles, d'arguments et plus si affinités.

Et pourtant, c'est au Premier ministre qu'il appartiendra de reprendre le contrôle de la situation, de poser l'acte qui arrête cette spirale sociale qui torpille le moral des citoyens, l'économie et, à nouveau, l'image du pays. Pourquoi Charles Michel ? Parce qu'il est le Premier ministre et que sa mission est de prendre en compte le malaise d'où qu'il vienne. Cette fois, ce sont les francophones/Wallons qui crient le plus fort ? Eh bien, le Premier ministre de tous, doit leur consacrer autant d'attention que si cela venait du nord.

Parce qu'il est le patron « final » de ces services publics qui sont dans la rue : c'est l'appareil d'Etat ici qui dit sa colère, c'est normal que le chef de gouvernement soit en première ligne quand toute autre médiation a échoué.

Parce qu'il est le chef de file, au gouvernement, du seul parti représentant les francophones et que dès lors ce seul interlocuteur doit redoubler d'écoute pour une partie du pays qui a besoin de se sentir entendue par un exécutif où elle se sent minoritaire.

« Au travail » ? Oui. Mais l'idéal serait que ce soit sur base d'un nouveau dialogue, et pas d'un champ d'égos blessés, dévastés, revanchards. L'humiliation n'a jamais construit la paix, mais elle a nourri tous les conflits.